10 avril 2015

Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 16 avril 2014 en vue de l'ouverture d'un crédit de 450 000 francs destiné à l'organisation d'un concours d'idées et de projet pour l'aménagement des espaces publics de la rade de Genève.

Rapport de M^{me} Patricia Richard.

La proposition a été renvoyée à la commission de l'aménagement et de l'environnement lors de la séance plénière du Conseil municipal du 5 mai 2014. La commission s'est réunie, sous la présidence de M^{me} Marie Barbey, les 2 septembre, 23 septembre et 30 septembre 2014. Les notes de séance ont été prises par M. Christophe Vuilleumier que la rapporteuse remercie vivement.

Séance du 2 septembre 2014

Audition de M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif chargé du département de l'environnement urbain et de la sécurité, de M. Rémy Pagani, conseiller administratif chargé du département des constructions et de l'aménagement, de M. Antonio Pizzoferrato, chef du Service de la sécurité et de l'espace public, de M^{me} Isabelle Charollais, codirectrice du département des constructions et de l'aménagement, et de M^{mes} Marie-Hélène Giraud et Hélène Crauste, respectivement cheffe du Service de l'aménagement urbain et de la mobilité et architecte au sein du même service

M. Pagani déclare que ce projet majeur a été organisé en étroite collaboration avec M. Barazzone.

Le premier pas était de faire de l'ordre en supprimant les panneaux publicitaires, pour dégager le panorama.

La société Perrin doit être relocalisée en dehors de cet espace. Certaines entreprises ont déjà été déplacées. La population fréquente deux fois plus la rade aujourd'hui.

Il est nécessaire de définir un nouveau projet.

M. Barazzone ajoute que ce nouveau projet doit dépasser les clivages politiques de sa volonté et celle de M. Pagani.

Il s'agit de créer un projet pour l'avenir. A chaque nouvelle législature des promesses sont faites, et ce concours est le début d'une future réalisation. Il n'entre pas en conflit avec le projet de plage du Conseil d'Etat, que la Ville soutient.

M^{me} Giraud déclare alors que le site est emblématique et comporte de nombreux éléments forts. Son fonctionnement est par contre complexe au vu du nombre d'aspects qui s'y mélangent. Plusieurs activités sont liées au plan d'eau: l'activité navale, la pêche, la plaisance et la surveillance du lac. Ces différentes dimensions génèrent des problèmes connus comme les conflits d'usage, l'emprise des Fêtes de Genève, la gestion des déchets, des manœuvres d'accostage compliquées, le stationnement des cycles à gérer. Plusieurs initiatives ont été réalisées comme la restauration du cordon lumineux, la barge sous le pont du Mont-Blanc, Baby-Plage, la signalétique de la rade et le pont de la Machine, notamment.

L'idée est de mener un concours en deux volets, avec un premier périmètre allant de la Perle du lac à Genève-Plage en passant par l'Ile afin de structurer l'espace public et rendre explicite la vision des autorités sur ce site. Le second volet est plus restreint et cible les bords du lac entre le pont du Mont-Blanc et le Port-Noir, et entre la Perle du lac et le pont du Mont-Blanc.

Les concurrents pourront choisir un site qu'ils estiment prioritaire, permettant de procéder à la réalisation d'une première étape. L'idée serait de favoriser l'accès à l'eau. La suite du concours verra la poursuite de la réflexion à grande échelle en prenant en compte l'ensemble des problématiques comme la gestion des déchets. Les lauréats devront en parallèle poursuivre le projet d'aménagement défini comme prioritaire.

Les objectifs principaux ont déjà été définis par les magistrats, comme la mise en valeur des espaces verts, un traitement homogène des revêtements du sol, travailler sur l'éclairage et améliorer la sécurité et la continuité de la mobilité douce ainsi que mettre en adéquation les activités maintenues sur le site.

Toutefois, les contraintes sont très nombreuses, avec plusieurs outils et règlements cantonaux, ainsi qu'avec l'existence de multiples projets.

Le planning est prévisionnel et envisage le lancement du concours au début d'année prochaine avec un jugement à l'automne prochain et le dépôt d'une proposition pour poursuivre les études. Le projet final serait soumis au Conseil municipal deux ans plus tard.

M^{me} Charollais intervient et déclare que la difficulté a été de calibrer la juste mesure entre un projet d'envergure et un projet local, tout en maîtrisant l'enveloppe budgétaire.

Elle précise que l'enveloppe globale a été limitée à 20 millions pour la première étape, une contrainte qui figurera dans le cahier des charges du concours. Il n'y a pas véritablement d'autres éléments de calibrage de ce projet, cela afin de laisser une grande souplesse aux candidats.

Elle rappelle ensuite l'étude initiée par le Canton, notamment par le service en charge de la gestion des cours d'eau, dont le but est de reprendre le projet du port des Eaux-Vives sous l'angle de la compatibilité d'un projet tel qu'envisage la Ville avec les contraintes liées strictement au lac, Le Canton a sollicité la Ville de Genève afin de savoir si cette dernière était intéressée par cette étude, qui permettra en fin de compte de donner les conditions cadres des différents sites lacustres pouvant abriter telle ou telle activité.

Questions-réponses

M. Pagani pense qu'il est nécessaire de rénover les Mouettes et de déplacer la capitainerie vers Vézenaz. Les «vrais» cabanons de pêcheurs ne posent pas de problèmes, mais ceux transformés en carnotzet doivent disparaître.

Le cahier des charges est axé sur une réorganisation et une remise en ordre des activités, pas sur leur suppression.

A une commissaire, M. Barazzone déclare avoir rencontré M. Barthassat afin de savoir s'il est possible d'enlever les enrochements afin de remettre les galets d'origine, mais il n'a pas encore de réponse.

Le projet «au fil de l'eau» s'insère dans le nouveau PFI. La passerelle a été décriée. Le budget a été ramené à 15 millions. Une étude en cours menée par la CGN démontre qu'il n'est pas possible de mettre en biais cette passerelle. Des problèmes demeurent et des études complémentaires sont encore nécessaires.

Un délai de six mois pour un concours est habituel et réaliste.

C'est le Conseil administratif et le Conseil municipal qui trancheront au final, mais le but n'est pas de supprimer les activités. Néanmoins, les pavillons glaciers n'ont pas été prévus pour durer vingt ans.

Le concours cherche à dégager des possibilités, pour permettre à tout le monde de se promener autour de la rade. M. Pagani ne pense pas qu'il faille dire aux architectes que telle ou telle population est ciblée. De nombreuses personnes passent à présent par le pont de la Machine, mais il est vrai qu'il faudrait mener une enquête.

Il y a une somme de contraintes à prendre en compte avec notamment des éléments fixes et des éléments à déplacer.

Un commissaire pense que lancer un concours d'idée est une bonne démarche mais il ne sait pas ce que cette contrainte de 20 millions signifie puisque cela revient à castrer les idées qui pourraient être proposées. Il pense que ce montant est trop raisonnable et il se demande si cette limitation est due à la crainte d'un refus du Conseil municipal.

M. Barazzone lui répond qu'un projet à 200 millions serait mort-né. Il aurait été possible de ne se contenter que d'un projet au risque qu'il ne s'intègre pas dans l'ensemble. Si une grosse plus-value pouvait être réalisée entre le Jardin anglais et le Jet d'eau, ce serait déjà une action forte en faveur de la population.

Un commissaire déclare être surpris de voir que le périmètre couvert aille jusqu'à la Jonction. La présentation qui a été faite laisse entrevoir un concept général intéressant mais il ne comprend pas que des aménagements limités soient envisagés. Il mentionne avoir l'impression d'entendre ce qui avait été dit à propos de la passerelle, avec une liberté totale. Et il craint que la Ville paye au final des idées magnifiques mais irréalistes.

Le magistrat lui répond que ce projet doit prendre en compte les différents éléments et établir des lignes directrices.

Le même commissaire demande encore si des géomètres sont bien nécessaires.

M. Pagani lui répond que la Ville a mené vingt-deux concours depuis qu'il est en poste, et il observe que la plupart d'entre eux ont donné lieu à des réalisations. Il a été possible de pacifier de cette manière les procédures publiques.

L'attribution de mandats directs n'est pas possible pour de tels projets. La concurrence doit être entre les projets et non entre les candidats.

Le règlement de l'initiative «Touche pas à mes parcs» sera pris en compte.

La composition du jury n'est pas arrêtée, mais les utilisateurs seront intégrés.

M^{me} Charollais répond à une question d'un commissaire qui demande combien de temps ce concours liera la Ville, qu'une image directrice n'a pas de force contraignante.

Cette image directrice doit donner une direction et permettre la discussion. Cette volonté est susceptible d'être revue au cours du temps et la durée de cette orientation doit perdurer une dizaine d'années.

Des travaux de rénovation ne pourraient pas être menés dans telle ou telle direction faute de référence.

Les principes politiques figurant dans le cahier des charges portent sur la question d'améliorer l'accès à l'eau et de finir le U cyclable. Ce sont deux éléments de nature politique mais on ne sait pas si ce sont des points qui seront repris par les concurrents. La politique doit rester au second plan par rapport à l'urbanisme.

Les principes fondamentaux sont l'accessibilité à l'eau pour tous et la mobilité douce.

La volonté est de réfléchir pour une perspective de trente ans, et de revoir l'ensemble, suite aux reproches de la Cour des comptes dans le dossier de la plaine de Plainpalais.

Même si M. Pagani est ouvert à la proposition d'intégrer des membres du Conseil municipal dans le jury, cela pose un problème de positionnement, mais le Canton devrait y être.

Votes de demandes d'audition

L'audition du Service des monuments et des sites est acceptée par 7 oui (2 EàG, 3 S, 2 LR), contre 5 non (1 MCG, 1 UDC, 1 DC, 2 Ve).

L'audition du collectif Bien vivre aux Pâquis est acceptée par 7 oui (2 EàG, 3 S, 2 LR) contre 5 non (1 MCG, 1 UDC, 1 DC, 2 Ve)

Séance du 23 septembre 2014

Audition de M. Alexandre Wisard, directeur du Service de la renaturation des cours d'eau au Département de l'environnement, des transports et de l'agriculture, et de son collaborateur, M. Pidoux

M. Wisard déclare que son service pilote de nombreux projets autour du lac Léman et il mentionne que le projet des Eaux-Vives a subi un échec devant le tribunal en raison du fait que ce projet n'était pas planifié. Il mentionne que les études ont donc repris en été 2013 afin de déterminer quels étaient les besoins. Il précise que tous les services ont validé ce projet. Il rappelle encore que l'eau relève du domaine public cantonal alors que les rives du lac appartiennent à la Ville de Genève. Il observe également que les études ont été conduites en très bonne harmonie avec la Ville de Genève qui était présente dans le comité de pilotage. Il explique encore que trois séances ont été organisées la semaine dernière et cette semaine pour les usagers, les administrations et les associations, comme Pro Natura et le WWF, afin de leur expliquer les projets envisagés. Seuls 3% des rives du lac sont naturelles, mais il y a une volonté de la Confédération pour les renaturer.

Il déclare que ces études démontrent que le projet de plage des Eaux-Vives est pertinent, tant en termes de besoins pour les habitants, de places d'amarrage pour les bateaux que de relocalisation des activités professionnelles. Il précise que les bateaux à terre seront donc débarrassés pour être situés au Port-Noir et dégageront ainsi des espaces qui pourront être utilisés à d'autres fins.

Il ne se positionnera pas par rapport au principe du concours. Les projets qui viennent d'être explicités ont intégré la Ville de Genève dans le comité de pilo-

tage et les travaux ont été menés en bonne harmonie. 2019 serait l'échéance la plus brève.

M. Pidoux prend la parole à son tour et déclare que les procédures ont donc été reprises en août 2013. Il mentionne que les études multicritères et la planification qui manquaient ont été réalisées. L'étude qui a été réalisée a permis d'alimenter le schéma de protection, d'aménagement et de gestion des eaux (SPAGE) qui doit être approuvé en septembre 2014 par le Conseil d'Etat. Le planning fixé l'année dernière est respecté. Il avait quatre volets: les accès au lac, les activités professionnelles lacustres, la navigation de loisir et la renaturation des rives. Il mentionne que tous les besoins ont donc été pris en compte, que les zones à valeur écologique particulière ont été identifiées.

Les mesures envisageables sont la renaturation des embouchures pouvant être encore menées, la création d'îles, des restrictions de navigation et le réaménagement et la réorganisation des corps-morts. Ces derniers sont des plots de béton autour desquels les chaînes de bateaux tournent et arrachent toute la végétation sous-marine. Les 60% de rives privées seront renaturées par les propriétaires lorsque ces derniers déposeront des demandes d'autorisation. Des projets sont enclenchés sur les zones publiques.

Il en vient ensuite aux activités professionnelles (pêcheurs, Implenia...) et déclare que tous les acteurs ont été rencontrés. La réflexion a porté sur la mise en place de sites propres.

Les activités lourdes devront être situées au-delà d'un rayon qui a été déterminé. Le site retenu est le Vengeron. L'aménagement portuaire de ce site va être réaménagé pour ce faire.

La Belote représente un site secondaire qui pourrait être utilisé. Les pêcheurs professionnels seront, quant à eux, recentrés au Port-Noir.

Pour les accès à l'eau, les comparaisons ont été établies avec d'autres lieux en termes de mètres linéaires et de mètres carrés de plage (1,56 m² par habitant à Lausanne), Genève ayant 0,23 m² par habitant.

Les aménagements pour améliorer la situation devraient mesurer 75 à 100 m de long. L'idée est d'installer ces aménagements à 20 min au plus, à pied, des quartiers denses du centre. La qualité du plan d'eau, notamment à l'égard du vent, et la stabilité de l'ouvrage ont été pris en compte. Le quai Wilson, la Perle du lac et le quai Gustave-Ador ont été retenus.

M. Pidoux explique également que des comptages de places ont été réalisés sur les différents quais et que les listes d'attente de personnes souhaitant une place d'amarrage ont été insérées dans la réflexion. L'idée est d'améliorer également cette situation en proposant plusieurs scénarios. Cinq ports seraient agran-

dis pour ce faire, l'alternative étant d'agrandir plus largement le Port-Noir; ce dernier scénario est le plus intéressant au vu des critères retenus.

Questions-réponses

Les sites proposés ont une vitesse de courant inférieure à 6 cm par seconde, ce qui est très faible. Les places déplacées ne poseront aucun problème puisque la distance entre les places actuelles et les nouvelles n'est que de 600 m. Quant au parking à proximité, qui n'est complet que lors du grand feu d'artifice des Fêtes de Genève, il permettra sans problème d'absorber les utilisateurs des nouvelles places.

Le Canton fera partie du jury du concours; ses projets seront donc pris en compte.

Mais attention, n'importe quel projet nécessite une libéralisation des quais, et nous devons trouver des solutions.

Le quai Gustave-Ador serait le préférable en matière de priorité en raison de son ensoleillement, mais en parallèle il faudrait déménager les bateaux et les entreprises au Vengeron.

Audition de M. Philippe Constantin, coordinateur de l'Association des usagers des Bains des Pâquis, de M. Nicolas Leresche, membre du groupe de coordination du Contrat de quartier des Pâquis, de M. Pierre Fuchs, membre du comité de l'Association des habitants des Pâquis (SURVAP)

L'association SURVAP déclare qu'elle souhaite être partie prenante du projet, comme elle l'a été concernant d'autres dossiers (zones piétonnes, places de jeux). Ils ont une certaine expérience et pensent important que les usagers donnent leur avis.

Ils ont déjà des rapports harmonieux avec le Canton.

Selon eux, l'idée serait de favoriser l'accès au lac et la mobilité douce.

Ils sont favorables au concours, mais souhaitent y être associés.

Séance du 30 septembre 2014

Audition de M. Claude Realmonte, architecte-paysagiste à l'Office du patrimoine et des sites, Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE)

Dans son propos introductif, M. Realmonte informe la commission qu'il est également sous-secrétaire de la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS).

Du côté du Canton, une étude est déjà en cours, intitulée «Etude préliminaire de localisation et de morphologie des aménagements lacustres», mais pour l'heure les deux mesures légales concernant le pourtour de la pointe du Léman sont, d'une part, le plan de site de la rade, qui s'applique au pourtour compris entre la Perle du lac et Baby-Plage, et d'autre part le périmètre de protection des rives du lac qui a force de loi et s'applique au pourtour depuis Hermance jusqu'aux parcs de la rive droite.

Le plan de site définit les contraintes de protection des éléments bâtis sur le pourtour de la rade, alors que son règlement met en évidence, à l'article 9, une série d'objets dignes de protection: les jetées des Pâquis et des Eaux-Vives, le Jet d'eau, le mobilier urbain, la végétation, les édicules et autres objets qui participent du caractère du lieu. Une liste plus précise des objets en question est annexée au règlement. Celui-ci signale également que le quai marchand des Eaux-Vives doit favoriser les activités liées à la pêche et à la réparation des bateaux.

Les bâtiments et édicules protégés par le plan de site sont la douane des Eaux-Vives, le kiosque du Jardin anglais, le pavillon du Jardin anglais, la Potinière, le pavillon de la place des Alpes et les Bains des Pâquis.

Le concours «Le Fil du Rhône» est souvent cité en exemple à la CMNS, car il a permis de donner une cohérence d'ensemble à des éléments qui se relient les uns aux autres en suivant le cours du Rhône, depuis l'embouchure du lac jusqu'à la Jonction. A l'inverse, il serait dommageable que les aménagements d'un rive de la rade ne soient pas cohérents par rapport à la rive d'en face. Les quais ont une continuité que les aménagements devraient respecter. Il est dommage, par exemple, que l'installation du cinéma temporaire du Port-Noir casse cette continuité. Une image directrice permet de tout mettre sur la table et de mieux coordonner les usages du lac. L'avantage d'un concours est que des équipes pluridisciplinaires travailleraient sur une même thématique. Le fait que des projets soient élaborés dans d'autres pays permet aussi d'ouvrir l'horizon par rapport à la vision genevoise de la rade. Les membres du jury disposeraient ainsi d'un panel de choix qui nourrirait leur réflexion.

Un travail préalable a déjà été fait au niveau du Canton pour fixer certaines lignes dont le cahier des charges du concours devrait se nourrir. La réflexion actuelle au niveau des services cantonaux au sujet de la cohérence d'ensemble des affectations au bord de la rade vient elle-même trop tôt par rapport à un niveau de réflexion intermédiaire, qui permettrait par exemple de dessiner une plage à un certain endroit.

Le concours d'aménagement a pour objet de motiver les concepteurs pour le concours d'idées dans la perspective d'une réalisation concrète, mais il s'agit sûrement de deux temporalités différentes.

Le plan de site est bien une base légale contraignante, qui a fixé les choses au début des années 1990. Depuis lors, de nouvelles attentes se sont manifestées, notamment pour la baignade, dont il s'agit de tenir compte, alors que le plan de site n'est pas compatible avec l'accès à l'eau. Il faut donc faire preuve de souplesse et veiller à ne pas affecter les éléments du patrimoine protégés par le plan de site. Un projet qui s'inscrit dans cette démarche est, par exemple, celui de rendre la jetée du Jet d'eau accessible aux personnes à mobilité réduite.

Il semblerait que les rochers aient pour fonction de protéger de la bise et du gel ces murs anciens qui demandaient trop d'entretien. Si on envisageait d'enlever les rochers pour mettre en valeur les murs, il faudrait auparavant évaluer leur résistance car leur préservation est prioritaire.

Sur le quai marchand des Eaux-Vives seule la douane est à protéger. La Police et les pêcheurs ne sont pas sous protection, même s'il serait dommage de voir partir les pêcheurs.

Discussion et vote

Ensemble à gauche se prononcera contre ce projet, pour des raisons de timing et d'argent; M. Wisard a averti qu'on ne saurait pas avant 2019 ce qu'il serait possible de faire sur la rade. Ce projet est donc prématuré, et il n'est pas seulement question d'une étude de 450 000 francs, mais aussi de 22 millions d'aménagement.

Pour le Mouvement citoyens genevois, l'aménagement de la rade est obsolète; il s'agit de répondre à la demande des citoyens d'accéder à l'eau. Le concours d'idées va susciter une grande émulation, mais cela ne veut pas dire qu'on réalisera le projet.

Le Parti libéral-radical pense que ce concours est une bonne chose, qui s'inscrit dans la poursuite d'un travail commencé par le Canton, mais s'inquiète du sort des tenanciers des édicules de glaces et souvenirs, car un appel d'offres est lancé pour les quatre prochaines années.

Une recommandation est proposée par maintenir les tenanciers actuels jusqu'à la fin du concours. Elle est refusée par 9 non (2 UDC, 2 Ve, 3 S, 2 EàG) contre 3 oui (LR) et 1 abstention (MCG).

Les Verts refuseront la proposition PR-1076 pour les mêmes raisons qu'Ensemble à gauche et demanderont au Conseil administratif de reprendre le sujet dans quelques années.

Les socialistes refuseront aussi et pour les mêmes raisons.

Pour l'Union démocratique du centre, ce projet n'est pas plus clair avant qu'après la présentation; il est cher et prématuré; ils refuseront donc cette proposition.

Pour le Parti démocrate-chrétien, on ne peut pas se contenter du statu quo actuel, c'est pourquoi ils acceptent cette proposition.

Une proposition de recommandation est faite d'associer les habitants à l'élaboration du cahier des charges et au concours. Elle est acceptée par 9 oui (2 Ve, 3 S, 2 EàG, 2 UDC) contre 4 abstentions (3 LR, 1 DC).

La présidente passe au vote de la proposition PR-1076, avec la recommandation, qui est refusée par 8 non (1 UDC, 2 Ve, 3 S, 2 EàG) contre 6 oui (1 MCG, 1 UDC, 3 LR, 1 DC).

PROJET DE DÉLIBÉRATION REFUSÉE

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'étude de 450 000 francs, destiné à l'organisation d'un concours d'idées et de projet pour l'aménagement des espaces publics de la rade de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 450 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense ajoutée à celle de la réalisation sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon l'étude sera amortie en 3 annuités.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.